

dits: c'est au moins autant et peut-être plus encore affaire de concertation à développer entre pays francophones, d'orientations à préciser et de priorités à établir, d'une meilleure organisation des rapports entre institutions francophones elles-mêmes.

Un projet à inventer

Ajoutons qu'il est désormais indispensable que les pouvoirs publics des pays concernés se donnent, s'ils y croient vraiment [et même sans la lettre] une politique de la francophonie dominée par un grand dessein, en sachant bien qu'en raison du contexte psychologique et pour des impératifs d'efficacité, les organisations non gouvernementales ou paragouvernementales devront jouer un rôle tout aussi important que les institutions officielles, régionales ou internationales.

La preuve a été faite depuis 15 ans, et justement par les ONG, de la fécondité de l'idée francophone en matière de coopération internationale. Il s'agit maintenant

d'essayer, avec prudence mais avec conviction, d'aménager une formule originale, efficace et généreuse des rapports entre les peuples, heureusement si divers, qu'associe entre autres facteurs l'usage de la langue française.

C'est par la libre adhésion de ces peuples, se sentant égaux et solidaires, qu'une communauté pourra s'affirmer et se développer; c'est comme moyen de transmission et de communion des cultures de ces peuples que la langue française peut confirmer sa mission de lieu de rencontre, de langue d'ouverture et de progrès et, pourquoi pas, de langue d'un renouveau de la coopération internationale. Sous réserve que cette langue soit le bien commun de tous les peuples qui à des degrés divers l'utilisent, qu'elle véhicule également tous les héritages culturels, qu'elle exprime toutes les interrogations et les remises en cause même tumultueuses, aussi bien que la continuité. Ainsi pourrait-elle être pour notre époque la langue de la générosité.

L'évolution du Commonwealth

par Arnold Smith

Le Commonwealth des Nations est passé, au cours des 25 dernières années, d'une association de six pays indépendants (tous relativement prospères et dont la population est en majorité de race blanche) à un groupement de 35 États souverains. A ses réunions assistent des personnes qui constituent un échantillon représentatif de l'humanité et de ses problèmes. En effet, aux premiers membres d'Europe de l'Ouest, d'Amérique du Nord et d'Australasie sont venus se joindre des Asiatiques, des Africains, ainsi que les peuplades d'îles comme celles de la Méditerranée, de l'océan Indien, du Pacifique-Sud et des Antilles. On y retrouve des nations de

presque toutes les religions et à tous les stades du développement économique et politique, nations très pauvres aussi bien que nations les plus riches, pays de la taille d'une ville-État, aux grandes fédérations multilingues et multiculturelles.

Loin d'être un produit automatique de la décolonisation, le Commonwealth est avant tout l'œuvre consciente de certains chefs de mouvements de libération nationale ayant réussi. Lors de leur accession à l'indépendance, bon nombre de pays qui avaient fait partie de l'Empire britannique n'ont pas manifesté le désir de devenir membres du Commonwealth; c'est le cas de la Birmanie, de l'Égypte, du Soudan, de l'Irak et du Népal. Ceux qui, au contraire, ont voulu entrer dans l'association l'ont fait parce que, leur semblait-il, leur pays pouvait bénéficier du développement et de l'utilisation des liens qui unissaient les partenaires. Souvent aussi, cela leur semblait profitable pour le monde en-

M. Smith a quitté cette année son poste de premier secrétaire général du Secrétariat du Commonwealth. Il enseigne maintenant à l'École des Affaires internationales de l'Université Carleton. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.